

Международный круглый стол

Религиозный радикализм в Центральной Азии



DOC RESEARCH
INSTITUTE



Le 12 novembre 2019 s'est tenu à l'IFEAC une table ronde consacrée au « Radicalisme religieux en Asie centrale » (la 4eme pour l'IFEAC depuis 2017), en présence de plusieurs spécialistes venus de Fédération de Russie dont Aleksej Malashenko (Institut de recherche Dialogue des civilisation DOC RI à Moscou), co-organisateur avec Catherine Pujol de l'événement, Aleksandr Jarkov (Université d'Etat de Tioumen), Dosym Satpaev, Rasim Chelidze, Nurlan Alniyazov (du Kazakhstan), Bakhtyar Babadjanov (d'Ouzbékistan), Parviz Mullodjanov (du Tadjikistan) et de nombreux collègues du Kirghizstan (dont Kadyr Malikov, Nurgul Esenamanova, Almaz Ismanov, Keneshbek Sainazarov, Irina Cistjakova, Julia Denisenko, Aigul Bolotova, Indira Aslanova, etc...).

La matinée a été consacrée à des présentations plus longues de la part des experts venus de l'étranger (Jarkov, Satpaev, Mullodjanov, Babadjanov), la suite des débats a été marquée par la prise de parole de chaque intervenant et une discussion finale.

Le constat est le même dans toutes les républiques, y compris la Fédération de Russie, offrant des variantes locales d'un problème identique, à l'exception du Tadjikistan où l'impact de la guerre civile se manifeste encore aujourd'hui. Ainsi malgré des situations politiques, économiques et sociales différentes, quelles que soient les causes, le plus souvent complexes qui ont poussé des individus à quitter leur pays pour se mettre au service de l'Etat Islamique, le résultat est semblable partout.

Partout, on constate depuis la fin des années 1990 la prolifération des mosquées, notamment dans les campagnes, la faible éducation religieuse des imams, (D'après Dosym Satpaev, seuls 30% des imams du Kazakhstan ont reçu une formation religieuse). Partout, on observe la chute du niveau d'éducation à l'école, la mauvaise prise en charge des islamistes dans les prisons qui conduit à leur radicalisation, le retour au pays après la défaite de DAECH de dizaines de femmes et d'enfants, mais également de combattants, éventuellement via l'Afghanistan, l'immense travail qu'il faut faire pour tenter de les réinsérer dans la société (Yulia Denisenko). Ce constat est également celui de Kadyr Malikov pour le Kirghizstan qui, du fait d'offrir une société plus ouverte, connaît une fracture sociale préoccupante et une montée d'une posture radicale, conservatrice d'une partie de la population. En effet, de nombreux courants religieux y sont tolérés, à commencer par le Djama'at Tablighi, contrairement à la situation qui lui est faite dans les autres républiques d'Asie centrale où il est interdit.

Partout on observe que la prise en compte de la corruption est un facteur de radicalisation et on relève des changements de stratégie chez les combattants avec une baisse notoire des revenus notamment au Tadjikistan, ce qui provoque des changements de structures sur place et l'accroissement de l'importance de la propagande en ligne (Parviz Mullojanov). Celui-ci rappelle aussi que les membres du parti d'opposition interdit depuis 2015, le PRI, se radicalisent en prison et que les attentats au Tadjikistan vont probablement continuer. Il note que depuis l'interdiction de ce parti, le champ est occupé par les salafistes et les radicaux, ce qui lui fait mettre en évidence la « salafisation des élites et des conseillers du président », conduisant à la « salafisation des esprits ».

Cette idée est confortée par Nurlan Alniyazov qui parle d'une augmentation du réseau d'organisations interdites dans toute la zone (dans le sillage de la situation tadjike) et de la salafisation des « Directions spirituelles » héritées de l'URSS qui régissent l'islam national, (comportant l'élargissement du principe du taqfir, des positions anti-chi'ites, anti-soufi, anti-noruz, anti-prénoms pré-islamiques).

Bakhtyar Babadjanov déclare également que l'islam traditionnel ouzbek (ce qu'il appelle en russe *odatnyj islam*) est abandonné au profit d'une « salafisation des musulmans d'Ouzbékistan » dans une majorité écrasante des cas. La question de l'impact de l'Afghanistan a également été posée à propos des « retournés de DAECH » et de savoir s'ils vont ou non fusionner avec les Talebans. Le constat est de dire que la situation est complexe et que l'on observe une fragmentation des radicaux sur place.

Pour ce qui est de l'intervention d'Aleksej Malashenko, nous publions séparément son texte, dans lequel il présente divers scénarios possibles pour les années à venir, à partir des constatations faites durant cette passionnante table ronde.

Catherine Poujol a conclu la Table ronde en rappelant que la France ne peut être comparée à aucun pays d'Asie centrale, mais que les départs pour DAECH ont suivi la même logique : celle d'une désillusion des jeunes générations devant l'injustice, la corruption, la perte de confiance dans leurs élites, la perte de sens, l'absence de futur plausible, la quête d'un « idéal » tel que celui qui poussait les générations vers la cause de Che Gevara au milieu du XXe siècle.

Le monde actuel incertain, injuste est d'une certaine façon condamné à de fortes turbulences sociales, financières, migratoires dans le sillage du changement climatique annoncé. Il explique en partie ce courant mortifère, violent, très loin de l'humanisme d'antan.

Scénarios islamistes en Asie centrale

Aleksej Malashenko

Nous pouvons parler de trois scénarios régionaux, tout en prenant en compte les caractéristiques nationales de l'islamisme pour chacun des trois cas. Les scénarios proposés sont imaginés à l'horizon de 3-5 ans. Cela est dicté, premièrement, par le fait qu'il est peu probable que des changements politiques et économiques fondamentaux se produisent dans la région au cours des prochaines années. Deuxièmement, il est peu probable que quelque chose change radicalement dans le monde musulman, y compris au Moyen-Orient et les impulsions qui en proviennent resteront au même niveau, même quelque peu affaiblies.

Prévoir l'évolution des événements à long terme est injustifié et irresponsable. Au cours des 50 dernières années, presque aucun des politiciens et experts n'a été en mesure de prédire les drames survenus dans le monde musulman - la révolution islamique en Iran, l'islamisation du mouvement palestinien, le jihad dans le Caucase du Nord, la montée du terrorisme, le "printemps arabe", l'émergence de l'État islamique - califat, le conflit aigu entre le chiisme et le sunnisme, la migration musulmane en Europe...

Selon le premier scénario - appelons cela « celui de la routine » - aucun changement fondamental ne se produira dans le mouvement islamiste au niveau régional, et en termes de popularité et d'impact sur la société, il restera le même, c'est-à-dire avec un potentiel relativement faible. Les islamistes ne pourront pas

initier un mouvement de masse. Les représentations locales sous slogans religieux continueront d'avoir lieu - probablement au Tadjikistan - mais elles ne conduiront pas à une déstabilisation.

L'influence extérieure restera limitée, car les islamistes du Moyen-Orient et de l'Afghanistan seront plongés dans la résolution de leurs propres problèmes. En ce qui concerne plus particulièrement l'État islamique, les tentatives pour le recréer se feront n'importe où (Somalie, Libye, Nigeria, Syrie), mais pas en Asie centrale.

Selon le deuxième scénario, l'islamisme dans la région dans les années à venir quittera tout à fait la scène politique religieuse. Cela sera possible si les réformes économiques, l'amélioration du niveau de vie et l'émergence d'une opposition laïque réussissent, au moins partiellement. Dans cette situation, l'intérêt du public pour une alternative islamique va tomber, voire même disparaître, et l'islamisme se transformera en un mouvement religieux et culturel sans ambitions politiques.

L'influence extérieure se manifesterait exclusivement dans les domaines religieux et éducatif, et l'activité des missionnaires étrangers se déroulerait sous le strict contrôle de l'État.

Le troisième scénario est complètement opposé au second - le rôle de l'islamisme ne cesse de gagner en puissance. Il devient l'une des principales forces politiques de la région, exerçant une influence déterminante sur la situation dans tous ses pays. Les islamistes renforcent considérablement leur autorité dans diverses couches de la société, en particulier chez les jeunes.

Les petits groupes islamistes se réunissent dans des plus grands. Un mouvement régional se forme. Les revendications, ainsi que le comportement des islamistes, deviennent de plus en plus radicaux. Leur aile extrémiste devient plus active, le nombre d'attaques terroristes est en augmentation, et la société devient plus compréhensive qu'auparavant. La société se déstabilise, voire passe en mode révolutionnaire, la situation dans la région ressemble de plus en plus au « printemps arabe » avec l'émergence ultérieure d'une version locale de l'État islamique.

L'influence de l'étranger s'accroît, car dans le monde musulman, l'islamisme radical et extrémiste prend un second souffle.

Cependant, le troisième scénario est presque aussi improbable que le second.

En revanche, si nous partons du premier scénario seul, sans prendre en compte la probabilité extrêmement faible de la mise en œuvre du troisième, nous pouvons répéter les erreurs du passé récent. Après tout, le monde musulman est connu pour son imprévisibilité.